

Les crédits

Tous les mois, le chef d'entreprise doit verser des impôts sur le revenu, des déductions à la source des employés, des prélèvements de TPS et de la taxe provinciale de vente, des taxes municipales, des cotisations au système d'indemnisation des accidentés du travail et des impôts fonciers. Il est très décourageant pour les chefs de petite entreprise de verser deux ou trois fois plus en impôts que les profits qu'ils réalisent pour leur société et eux-mêmes. C'est ce qui nuit le plus à la création d'emplois. On incite ainsi les chefs d'entreprise à éviter de prendre de l'expansion et à engager du personnel, à cause des coûts connexes. De plus, on encourage ainsi une économie souterraine où tout est payé comptant. Le fardeau fiscal excessif entraîne la suppression d'emplois et force les gens honnêtes à se révolter contre le régime fiscal.

• (1510)

Comparons notre situation à celle qu'on retrouve à Hong Kong, où le taux d'imposition des sociétés n'est que de 15 p. 100 environ et le taux de chômage est à peine de 1 p. 100. Les gens ne rechignent pas à payer leurs impôts lorsqu'ils peuvent garder 85 p. 100 de ce qu'ils gagnent.

Il est temps que le gouvernement reconnaisse qu'il a un grave problème non pas au niveau de ses recettes, mais bien de ses dépenses et qu'il commence à prendre des mesures pour réduire ces dernières de façon très marquée. Le secteur privé comprendrait alors qu'on prend enfin des mesures pour remédier à la situation; il y aurait un regain de confiance et on s'attendrait à des réductions d'impôts à l'avenir. Cela encouragerait l'expansion des entreprises et la création de nouveaux emplois.

Je sais que cela est vrai, car contrairement à beaucoup de ministériels, je viens du secteur de la petite entreprise. On verrait enfin la lumière au bout du tunnel et les petites entreprises commenceraient à investir dans de nombreux emplois et des travaux d'expansion.

Il faut cesser de mettre l'accent sur le secteur public. Il faut plutôt s'appuyer sur le secteur privé si nous voulons qu'un jour notre économie soit forte et saine et puisse créer les nouveaux emplois qui s'imposent.

La Chambre devrait déplorer le manque de vision du gouvernement et j'exhorte mes collègues à examiner de très près la situation. Il n'y a rien de magique là-dedans; il s'agit simplement de faire preuve de bon sens. Si nous pouvions seulement réduire notre taux d'imposition des sociétés, les entreprises qui ont déménagé aux États-Unis s'empresseraient de revenir au Canada et créeraient ainsi des emplois pour les gens qui ont besoin de vivre et de travailler ici.

M. Alex Shepherd (Durham): Madame la Présidente, je remercie le député pour son discours, mais je tiens à lui dire que je viens moi aussi du secteur de la petite entreprise. Je suis comptable agréé et j'ai travaillé pendant de nombreuses années auprès de petites entreprises. D'ailleurs, j'en possède moi-même deux ou trois. Aussi, je m'excuse auprès du député, mais il se trompe en ce qui concerne les députés ministériels.

Le député a comparé Hong Kong au Canada. Ce genre de comparaison est facile à faire. Il disait que le taux d'impôt sur le revenu est de 15 p. 100 à Hong Kong, mais il ne nous a pas dit si les habitants de Hong Kong avaient un système de soins de santé ou d'autres programmes sociaux comme ceux dont les Canadiens ont maintenant l'habitude et qu'ils tiennent pour acquis.

Je voudrais que le député nous éclaire à ce sujet.

M. White (North Vancouver): Je remercie le député pour ses deux questions.

Je suis heureux d'apprendre que mon collègue a oeuvré dans l'entreprise privée. Puisqu'il est comptable agréé, il devrait être au courant des difficultés fiscales auxquelles font face les petites entreprises. Un comptable consacre la majeure partie de son temps à aider les petites entreprises à régler des problèmes fiscaux. Nous savons tous que les impôts sont trop élevés.

Je remercie également mon collègue d'avoir mentionné Hong Kong. Si j'en ai parlé, c'était pour mettre ce genre de question en lumière.

Hong Kong se situe évidemment dans une situation tout à fait opposée à celle du Canada; il n'y existe pas de programmes sociaux et tous les habitants travaillent parce qu'ils n'ont absolument pas d'autre choix.

Je ne suggère pas de mettre le Canada dans la même situation. Je crois cependant qu'il existe une situation à mi-chemin entre celle où nous nous trouvons actuellement et la situation de Hong Kong, et que cette situation serait de loin préférable pour nous.

M. Julian Reed (Halton—Peel): Madame la Présidente, en entendant mon ami du Parti réformiste déclarer qu'une somme de 6 milliards de dollars ne représente qu'une partie infinitésimale du produit intérieur brut, je me demandais s'il a déjà été agriculteur ou même jardinier et s'il a déjà planté une graine en terre. On sait tous qu'elle germe, se gorge de soleil, s'alimente à la terre et se multiplie. Voilà exactement ce que ce programme d'infrastructure doit faire. C'est la graine que nous avons plantée.

• (1515)

Dans la magnifique circonscription de Halton—Peel, les municipalités m'ont présenté des rapports disant que les choix qu'elles ont arrêtés pour la rénovation des infrastructures produiront des retombées pendant 10 à 15 ans. Par conséquent, je dirais au député que lorsqu'il pense aux investissements dans les infrastructures, il ne doit pas penser uniquement à un miracle qui durera deux ans et créera quelques emplois avant d'arriver à sa fin. Si les projets sont bien choisis, je peux l'assurer qu'ils contribueront largement à la reprise économique du pays.

M. White (North Vancouver): Madame la Présidente, je remercie le député d'avoir mentionné à nouveau le programme de création d'emplois de 6 milliards de dollars. La part de la Colombie-Britannique pour cette année ne représente que 0,33 p. 100 des dépenses en infrastructures; c'est bien peu.